



HAL
open science

Les habits neufs de l'auto-exclusion.

Tristan Poullaouec

► **To cite this version:**

Tristan Poullaouec. Les habits neufs de l'auto-exclusion.: Les souhaits d'orientation scolaire des familles ouvrières en fin de 3e. Diversité: ville école intégration, 2010, 163. halshs-01226453

HAL Id: halshs-01226453

<https://shs.hal.science/halshs-01226453>

Submitted on 9 Nov 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Tristan Poullaouec

Maître de conférences à l'Université de Nantes

Chercheur au Centre nantais de sociologie et au Groupe de recherche sur la démocratisation scolaire

Adresse électronique : tristan.poullaouec@univ-nantes.fr

Résumé :

Si la modestie scolaire n'a pas disparu dans les familles ouvrières, elle prend un tout autre sens depuis les années 1970. D'abord parce que l'auto-exclusion de l'enseignement général a cédé la place au refus de l'orientation précoce vers l'enseignement professionnel. Ensuite parce qu'elle relève aujourd'hui davantage d'une moindre résistance aux verdicts d'échec scolaire que d'un renoncement *a priori* aux études longues. Enfin parce que l'école unique prend désormais en charge le tri social des élèves, là où la condition sociale des parents déterminait autrefois leurs possibles scolaires.

Titre :

Les habits neufs de l'auto-exclusion.

Les souhaits d'orientation scolaire des familles ouvrières en fin de 3^e

Au cours du dernier demi-siècle, les scolarités des enfants d'ouvriers se sont considérablement allongées. À écouter les discours récurrents sur la démission des parents et le manque d'intérêt des élèves, tout pourrait porter à croire que cette prolongation massive des études s'est faite à marche forcée, en dépit des ambitions plus modestes des familles ouvrières. À contre-courant de ces idées toutes faites, la mise en perspective historique souligne pourtant la montée sans précédent de la préoccupation scolaire parmi les ouvriers (Terrail, 1984 ; Lahire, 1995 ; Poullaouec, 2010). De nombreux dispositifs misent cependant sur l'implication des parents pour améliorer les comportements, les résultats et les parcours des élèves¹. Mis sur le devant de la scène par la politique scolaire, de nombreux établissements d'élite mènent ainsi depuis quelques années des campagnes contre l'auto-exclusion des bons élèves issus des classes populaires qui les conduit à préférer l'université aux classes préparatoires et aux grandes écoles².

Tableau 1 : Le souhait du bac pour les enfants depuis les années 1960 (en %)

Milieu social	Part des parents souhaitant que leurs enfants atteignent le bac			
	1962	1973	1992	2003
Cadre	60	87	97	98
Ouvrier	15	64	76	88
Ensemble	29	68	85	94

Sources : sondages d'opinion en 1962 et 1973 cités par Christian Baudelot et Roger Establet, *Avoir 30 ans en 1968 et en 1998*, Seuil, Paris, 2000 ; Enquêtes *Efforts d'éducation des familles* en 1992 (Insee-Ined) et *Éducation et famille* en 2003 (Insee). Champ : parents d'élèves scolarisés dans le secondaire en 1992 et en 2003.

¹ Cagnotte scolaire, suppression des allocations familiales en cas d'absentéisme (pour une critique approfondie : Douat, 2011), crédit d'impôt pour le soutien scolaire, mallette des parents, contrats éducatifs locaux, etc.

² Beaucoup d'entre eux ont adopté le programme « PQPM » (Une grande école, pourquoi pas moi ?) initié en 2003 par l'ESSEC.

Sans contester le différentiel d'ambition scolaire entre les familles selon leur position sociale, cet article en esquisse une nouvelle interprétation en se focalisant sur un palier d'orientation scolaire toujours décisif, bien avant l'entrée dans l'enseignement supérieur : « C'est à la fin de la troisième que ces disparités sociales se creusent. Neuf enfants de cadres ou d'enseignants sur dix effectuent toute leur scolarité dans le second cycle général ou technologique des lycées. [...] Moins de la moitié des fils et filles d'employés et d'ouvriers qualifiés et seul un quart des enfants d'ouvriers non qualifiés ou d'inactifs accomplissent tout le second cycle dans l'enseignement général ou technologique » (Repères et références statistiques, 2010, p. 142). L'espoir que leurs enfants obtiennent le bac s'est pourtant généralisé dans les familles ouvrières (tableau 1) et la quasi-totalité d'entre eux poursuivent effectivement leurs parcours scolaire après la 3^e. Est-ce à dire que les différences d'orientation entre les différentes voies au lycée ne tiennent au fond qu'à des préférences individuelles différentes, forgées au sein des familles ? C'est ce que suggère classiquement le thème de « l'autosélection des milieux populaires, à résultats équivalents ».

Certes, d'une classe sociale à l'autre, les niveaux d'ambitions scolaires sont toujours très inégaux. Qu'un fils de médecin n'obtienne pas le bac S décevra sans doute ses parents, alors qu'un manutentionnaire sans diplôme se réjouira probablement que le sien décroche un bac professionnel. Mais ce différentiel d'ambition scolaire tient-il avant tout à des différences d'attitudes *a priori* redevables à la position et à la trajectoire sociales des parents ? Ou bien faut-il en trouver la cause dans l'inégale réussite scolaire des élèves selon l'origine sociale ? Les deux explications sont parfaitement compatibles : la plus grande modestie des familles populaires dans leurs stratégies de scolarisation est aussi bien attestée que la meilleure réussite scolaire des enfants de cadres. Elles n'ont cependant pas les mêmes implications pratiques : car après tout, pourquoi inciter les parents à prolonger les études de leurs enfants s'ils ne le souhaitent pas vraiment ?³ Pour mieux appréhender l'évolution des inégalités d'ambition scolaire, il faut donc étudier les choix des familles en fonction de la valeur scolaire de leurs enfants.

Le suivi sur dix ans par une équipe de chercheurs de l'Ined⁴ d'une cohorte sortant de CM2 ou de 7^e en 1962 constitue la première enquête statistique permettant de distinguer les effets respectifs des performances scolaires des élèves et des souhaits de leurs familles dans leur orientation scolaire. À l'époque, moins de la moitié des enfants d'ouvriers entrent en 6^e, quand c'est le cas de la quasi-totalité des enfants de cadres ou de professions libérales⁵. Ce n'est pas seulement parce qu'ils réussissent moins bien en primaire, c'est aussi parce que leurs parents ont des ambitions scolaires inférieures pour eux. En effet, mieux les élèves sont évalués par leurs maîtres, et plus les aspirations des parents pour la suite de leurs scolarités sont élevées. Mais à réussite scolaire équivalente, les ouvriers souhaitent toujours moins souvent que les cadres voir leurs enfants entrer en 6^e. Ainsi, en 1962, quand les maîtres jugent un élève médiocre en primaire, 80 % des parents ouvriers renoncent à le faire entrer en 6^e, tandis que 77 % des parents cadres maintiennent pour lui leur souhait d'études longues.

Un refus culturel de l'école ?

Comment comprendre ces visées scolaires inégales ? Trois grandes interprétations méritent d'être discutées pour mieux prendre la mesure des transformations survenues dans

³ C'est à peu près en ces termes que Marie Duru-Bellat (2006) pose crûment la question : « Il faut alors se demander sans tabou si l'éducation (telle qu'elle est) est un bien également désirable pour tous les groupes sociaux. [...] De nouveau, l'école fait face à des inégalités, de motivations et d'aspirations, qui prennent racines en dehors d'elle.

⁴ Réunis autour d'Alain Girard (Ined, 1970).

⁵ Les concours d'admission en classe de 6^e ont pourtant été supprimés à la fin des années 1950.

les comportements des familles ouvrières. Une première perspective a ainsi insisté sur la dimension collective et culturelle de la réticence des ouvriers vis-à-vis des études longues. Intellectuel d'origine ouvrière ayant grandi dans les quartiers populaires d'une ville minière anglaise pendant l'entre-deux-guerres, Richard Hoggart (1970, 1991) souligne bien l'ambiguïté de l'attitude des membres des classes populaires à l'égard des savoirs scolaires. Le respect traditionnel pour la culture savante et parfois le désir de prouver ses capacités intellectuelles coexistent parmi eux avec un scepticisme fondamental sur la valeur de l'éducation scolaire, qui se traduit le plus souvent par une indifférence ou une méfiance à l'égard de la scolarisation prolongée. Au principe de ces dispositions, Hoggart met en avant la faiblesse des possibilités objectives de sortie du monde ouvrier.

À la suite des analyses de Hoggart, Paul Willis argumente même dans les années 1970 l'existence d'une « culture anti-école » englobée dans une culture ouvrière d'atelier (Willis, 1977). Selon son enquête ethnographique auprès de fils d'ouvriers anglais en fin d'études secondaires, ce refus culturel de l'école s'exprime à travers un chauvinisme viril et se manifeste dans les nombreuses tentatives informelles de prise de contrôle de la situation scolaire. Ces jeunes rejettent le travail scolaire, préfèrent la pratique à la théorie, et sont par ailleurs sceptiques sur l'intérêt des diplômes. L'opposition entre les « fayots » qu'ils stigmatisent et les « gars » qui résistent aux valeurs scolaires préfigure pour eux le clivage entre les cols blancs et les cols bleus dans le monde du travail. En important la culture d'atelier de leurs pères dans l'enceinte scolaire, les fils d'ouvriers contribuent ainsi selon Willis à leur « auto-damnation ». Fatalistes et soutenus à demi-mots par leurs parents, ils font ensuite le choix « volontaire » d'entrer à l'usine pour y occuper des emplois d'exécution.

Un intérêt bien compris ?

Développée aux États-Unis dans les années 1960 par l'économiste Gary Becker (Becker, 1964), la théorie du « capital humain » fonde au contraire la « demande d'éducation » sur des arbitrages individuels et « rationnels » entre les coûts et les rendements financiers des études. Elle est prolongée en France dans les années 1970 par les travaux du sociologue Raymond Boudon, qui se propose lui aussi de rendre compte du différentiel d'ambition scolaire entre les familles selon leur position sociale, sans toutefois faire intervenir ni leurs valeurs de classe, ni leurs héritages culturels dans sa modélisation sociologique. Selon Boudon, si les parents ouvriers prennent moins souvent le risque d'engager leurs enfants sur la voie des études longues, c'est par intérêt bien compris : ils écourtent leurs scolarités au terme d'un calcul économique qui anticipe aussi bien le prix de la prolongation des études et le manque à gagner des revenus du travail juvénile, que les bénéfices escomptés de telle ou telle formation ou encore la menace de l'échec au diplôme visé, évaluée à l'aune des résultats passés.

Dans cette seconde perspective, les élèves et leurs familles sont tous supposés avoir les mêmes dispositions à évaluer les possibilités qui s'offrent à eux et à prendre les meilleures décisions en fonction de leur « utilité optimale ». Et s'ils ne font pas les mêmes choix d'orientation scolaire, c'est uniquement parce que leurs intérêts diffèrent. Ainsi, le calcul qui conduit les familles populaires à opter pour les filières courtes s'explique avant tout par leur milieu social : « L'inégalité des chances devant l'enseignement résulte principalement de la stratification sociale elle-même. [...] Les individus 'choisissent' leur niveau d'instruction par un calcul rationnel, en fonction de leur position dans le système des classes et des attentes sociales attachées à un instant particulier aux divers niveaux d'instruction. » (Boudon, 1973) Encore défendu aujourd'hui, ce point de vue conduit logiquement à poser l'autosélection des classes populaires en obstacle irréductible à la démocratisation scolaire. Un CAP, un BEP ou

un bac pro ne valent-ils pas davantage aux yeux d'un ouvrier sans qualification qu'à ceux d'un cadre sorti d'une grande école ?

Une intériorisation du probable ?

Une troisième interprétation est enfin proposée par la sociologie de Pierre Bourdieu, qui voit dans le désistement des classes populaires face aux études longues un effet conjoint du système de valeurs des parents et de la sélection scolaire des enfants. « Le lycée, ce n'est pas pour nous » : dans ses travaux des années 1960, Bourdieu explique pourquoi l'attitude des ouvriers à l'égard de la scolarisation de leurs enfants s'exprime très souvent à travers cette formule. Au lieu de concevoir cette auto-élimination des enfants d'ouvriers comme un choix délibéré et utilitariste, Bourdieu propose d'en rendre compte par un processus d'intériorisation des destinées scolaires les plus probables dans cette classe sociale (Bourdieu, 1966, 1974). Jusqu'aux années 1960, tout concourt en effet dans le monde ouvrier à écarter *a priori* les études longues du champ des possibles scolaires : les parents n'ont aucune familiarité avec l'enseignement secondaire, l'entourage de la famille n'encourage pas non plus à prolonger la scolarité, et même le groupe des copains rappelle le plus souvent au réalisme des études courtes.

Ayant également anticipé plus ou moins inconsciemment l'avenir le plus vraisemblable pour leurs enfants à travers l'expérience très fréquente de leur échec scolaire, les familles ouvrières en viennent à ajuster leurs attentes ordinaires à la stricte mesure de leurs faibles chances collectives de réussite scolaire après le primaire. Ce renoncement et cette résignation se traduisent aussi par une large adhésion aux cursus courts de l'enseignement professionnel et à la mise au travail précoce des enfants. Les ouvriers font ainsi de nécessité vertu en s'interdisant des projets scolaires impensables et en prenant « la réalité pour leurs désirs », selon l'expression de Bourdieu. Au-delà de leurs profondes divergences théoriques, ces trois types d'analyse s'appuient à bon droit sur un ensemble d'observations très convergentes à différents niveaux du système scolaire, régulièrement confirmées par diverses investigations jusqu'à nos jours : à *réussite égale de leurs enfants*, les aspirations scolaires des ouvriers s'avèrent toujours moins ambitieuses que celles des cadres.

Le nouveau visage des aspirations scolaires

Pour autant, ces interprétations classiques du différentiel d'ambition scolaire doivent aujourd'hui être dépassées pour au moins trois raisons. Tout d'abord, parce que l'auto-exclusion des longues études a aujourd'hui cédé la place au rejet des voies courtes de l'enseignement professionnel (Poullaouec, 2004, 2010). Ce nouveau visage des aspirations scolaires dans les familles ouvrières oblige à reprendre les discussions sur l'inégale ambition des projets parentaux. Ensuite, il nous faut mieux tenir compte des variations de cet écart d'ambition en fonction des performances des élèves. Dès 1964, les données produites par l'Ined le mettaient en évidence : la modestie scolaire des familles ouvrières est très réduite quand leurs enfants réussissent à l'école. En effet, lorsqu'ils sont jugés bons élèves par leurs maîtres, 82 % des parents ouvriers souhaitent alors qu'ils entrent en 6^e, comme les enfants de cadres. L'attitude des parents face à l'avenir scolaire de leurs enfants n'est pas *indépendante* de leurs résultats, et l'idée d'une auto-élimination des filières générales antérieure à toute expérience scolaire perd donc beaucoup de sa force.

Enfin, les nouvelles stratégies des familles ouvrières prennent tout leur sens dans le cadre des dispositifs d'orientation scolaire mis en place par l'école unique. Insistons sur ce dernier point. Les politiques scolaires de la cinquième République ont en effet complètement refondu les procédures de régulation des flux d'élèves. En unifiant les anciens réseaux de

scolarisation, les réformes de structure mises en œuvre entre 1959 et 1985 n'ont pas simplement abouti à une élimination différée des élèves en difficulté et à une translation vers le haut des inégalités scolaires (Euvrard, 1979). Ce faisant, elles ont aussi conduit à la prise en charge directe du tri social des élèves par l'institution scolaire. Dans l'ancien régime de scolarisation, les destinées scolaires se fixaient bien en amont de l'école, en fonction du type d'établissements auxquels la condition sociale d'une famille vouait ses enfants. Une fois entrés à l'école communale ou au petit lycée, la plupart des élèves y faisaient toute leur scolarité, sans être placés face à des choix majeurs d'orientation.

Les souhaits d'orientation scolaire

L'école unique au contraire scolarise tous les élèves, quelles que soient leurs origines sociales. Dès le début des années 1970, la quasi-totalité entrent au collège. Depuis les années 1990, ils y restent pour la plupart jusqu'à la fin de la troisième. Et la grande majorité d'entre eux poursuivent ensuite leur scolarité au lycée, dans la voie générale, technologique ou professionnelle. À l'issue de l'école unique, les diplômés décrochés sont cependant très inégaux selon les résultats obtenus tout au long des parcours scolaires. Pour les parents, cet allongement général des scolarités signifie donc aussi que l'incertitude et les risques se logent désormais au cœur de l'expérience scolaire de leurs enfants. Les souhaits d'orientation qu'ils forment pour ces derniers ne peuvent dès lors plus se comprendre indépendamment de leur valeur scolaire. En même temps qu'elle place le niveau de réussite scolaire au centre des procédures d'orientation, l'école unique enjoint en effet les parents d'élaborer en concertation avec l'élève un projet personnel basé sur ses goûts, ses souhaits et surtout ses « aptitudes », censément « révélées » par ses résultats.

Le palier d'orientation en fin de 3^e constitue un intéressant point de comparaison des choix scolaires des familles à travers le temps. En reprenant le même dispositif d'enquête par questionnaire auprès des chefs d'établissements mis en place par les chercheurs de l'Ined en 1962, le ministère de l'Éducation nationale a pu suivre tout au long de leur scolarité dans le secondaire quatre cohortes d'élèves entrés en 6^e une année donnée : en 1973, en 1980, en 1989 et en 1995. Pour chacun de ces panels, une enquête complémentaire auprès des parents a été menée en fin de 3^e concernant les vœux d'orientation qu'ils ont formulés pour leurs enfants. Il est ainsi possible de mesurer l'évolution des ambitions scolaires concrètement exprimées en fonction du parcours scolaire réalisé par les élèves au collège. Plus sévèrement sélectionnés par la compétition scolaire, celles et ceux qui ont atteint la 3^e sans connaître de redoublement dans les années 1970 étaient selon toute vraisemblance de meilleurs élèves que celles et ceux qui ont connu un parcours équivalent dans les années 1990. Le contraste n'en n'est que plus frappant lorsque l'on confronte les vœux d'orientation formés par les parents dans ces conjonctures historiques différentes (tableau 2).

Tableau 2 : L'évolution des vœux d'orientation en seconde générale ou technologique des élèves « à l'heure » en fin de 3^e (en %)

Milieu social	Année d'entrée en 6 ^e :			
	1973	1980	1989	1995
Cadre	91	97	95	97
Ouvrier	51	71	62	62
Ensemble	64	81	76	78

Sources : Panels du ministère de l'Éducation nationale. Champ : Parents d'élèves parvenus en troisième sans avoir redoublé au collège.

La tendance à l'auto-exclusion *a priori* des études longues s'est bel et bien affaiblie au fil du temps. Parmi les ouvriers, la moitié des parents seulement envisageaient l'entrée au lycée pour ces bons élèves entrés dans le secondaire avant l'avènement du collège unique alors que c'était déjà le cas de la plupart des familles de cadres. Moins d'une dizaine d'années plus tard, c'est désormais le choix de 71 % des parents ouvriers, dont les stratégies d'orientation scolaire se rapprochent ainsi de celles des parents cadres. Très fréquente, l'expérience d'un redoublement au collège décourage en revanche toujours fortement les familles ouvrières de demander l'accès en seconde tandis que les familles de cadres maintiennent majoritairement leur stratégie d'entrée au lycée dans ce cas de figure⁶. Quant à l'orientation vers l'enseignement professionnel court, elle procède de plus en plus des difficultés scolaires rencontrées dès le primaire : elle n'est plus valorisée *a priori*, mais acceptée *a posteriori*, comme une réhabilitation relative de parcours scolaires marqués très tôt par l'échec dans les apprentissages fondamentaux.

Les habits neufs de l'auto-exclusion

Tableau 3 : Les vœux parentaux d'orientation en seconde générale ou technologique des élèves « à l'heure » en fin de 3^e selon leurs performances scolaires (en %)

Moyenne <i>m</i> de l'élève au contrôle continu du brevet des collèges en mathématiques et en français	Milieu social du responsable de l'élève		
	Cadre	Ouvrier	Ensemble
$0 \leq m < 8$	51	17	23
$8 \leq m < 9$	76	38	48
$9 \leq m < 10$	89	52	65
$10 \leq m < 11$	95	67	79
$11 \leq m < 11,5$	99	72	86
$11,5 \leq m < 12$	98	85	91
$12 \leq m < 13$	98	90	95
$13 \leq m < 14$	100	96	98
$14 \leq m < 15$	99	97	99
$15 \leq m < 20$	100	100	100
Ensemble	96	66	80

Source : *Panel 1995*, ministère de l'Éducation nationale. Champ : élèves entrés en 6^e en 1995, parvenus en troisième générale sans redoublement.

Depuis le milieu des années 1980, la forte diminution des redoublements au collège n'est cependant pas le signe tangible d'une amélioration sensible des acquis scolaires effectifs, mais plutôt le résultat d'une politique ministérielle encourageant explicitement les passages dans la classe supérieure. L'absence de retard scolaire constitue donc un indicateur de moins en moins satisfaisant pour juger de la valeur scolaire des élèves. Les notes obtenues en cours d'année permettent en revanche de mieux apprécier les performances scolaires telles qu'elles sont jugées par les enseignants. Il est dès lors possible d'examiner plus précisément comment ces verdicts scolaires quotidiens influent sur les orientations souhaitées par les parents en fin de 3^e selon leur milieu social (tableau 3). Deux conclusions s'imposent à cet égard. Plus les notes obtenues sont élevées, plus les parents souhaitent voir leur enfant entrer en seconde générale ou technologique. Ce constat vaut pour les cadres comme pour les

⁶ Après avoir redoublé la 6^e, la 5^e ou la 4^e, seuls 26% des parents ouvriers souhaitent une seconde générale et technologique pour leur enfant en fin de 3^e. C'est le cas de 66% des parents cadres dans la même situation. *Cf. Repères et références statistiques*, ministère de l'Éducation nationale, 1996.

ouvriers. À niveau comparable des élèves, les premiers font certes plus souvent ce choix que les seconds.

Mais ce différentiel social d'ambition scolaire est d'autant plus faible que les notes sont bonnes. Les classements scolaires produits par les enseignants sont donc pris très au sérieux dans les familles ouvrières. Leur modération scolaire s'efface considérablement en cas de bonnes performances scolaires. Ce résultat appuie l'hypothèse suivante. Tout se passe comme si les ouvriers avaient aujourd'hui intériorisé le principe égalitaire affiché par l'école unique : tout élève a droit aux études longues, quelle que soit son origine sociale, dès lors que ses résultats scolaires le lui permettent. La seconde conclusion qu'il faut tirer de ces données concerne le degré très inégal de résistance des familles aux jugements scolaires négatifs portés sur les élèves. Alors que les trois quarts des parents cadres persistent à vouloir l'entrée en seconde pour leurs enfants quand ils obtiennent des notes médiocres entre 8 et 9, la majorité des parents ouvriers y renoncent dans la même situation. En cas de difficultés scolaires, leurs ambitions scolaires s'avèrent donc bien plus vulnérables aux mauvaises notes attribuées à leurs enfants.

Ce nouveau visage de l'auto-exclusion n'est pas sans conséquences pour la politique scolaire : « L'on voit bien la conclusion que l'on est en droit d'en tirer : si les difficultés d'apprentissage pouvaient être surmontées pour la grande masse des élèves, l'autosélection due à la modestie scolaire des milieux populaires s'en trouverait considérablement réduite... » (Terrail, 2004, p. 58).

Bibliographie :

- Becker G. (1964) *Human capital*, New York, Columbia University Press.
- Boudon R. (1973) *L'inégalité des chances*, Paris, Colin.
- Bourdieu P. (1966) « L'école conservatrice », in *Revue française de sociologie*, vol. VII.
- Bourdieu P. (1974) « Avenir de classe et causalité du probable », in *Revue française de sociologie*, vol. XV.
- Douat E. (2011) *L'école buissonnière*, Paris, La Dispute.
- Duru-Bellat M. (2006) *L'inflation scolaire*, Paris, Seuil.
- Hoggart R. (1970), *La culture du pauvre*, Paris, Minuit.
- Hoggart R. (1991) *33 Newport Street*, Paris, Seuil.
- Ined (1970) « "Population" et l'enseignement », Paris, PUF.
- Lahire B. (1995) *Tableaux de famille*, Paris, Gallimard – Seuil.
- Œuvrard F. (1979) « "Démocratisation" ou élimination différée ? », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°30.
- Poullaouec T. (2004) « Les familles ouvrières face au devenir de leurs enfants », in *Économie et statistique*, n° 371.
- Poullaouec T. (2010) *Le diplôme, arme des faibles. Les familles ouvrières et l'école*, Paris, La Dispute.
- Terrail J.-P. (1984) « Familles ouvrières, école, destin social (1880-1980) », in *Revue française de sociologie*, vol. XXV.
- Terrail J.-P. (2004) *École, l'enjeu démocratique*, Paris, La Dispute.
- Willis P. (1977) *Learning to labor*, Londres, Saxon House.